Les universités et la recherche sont en danger

La recherche repose sur un engagement collectif à faire de la compréhension du monde un horizon commun. Les disciplines, théories et démarches existantes concourent à éclairer la société sur son passé, son présent et son futur, et à former les citoyennes et les citoyens à l'esprit critique et à l'exercice de la démocratie comme pluralisme fondé sur l'instruction du dissensus et des argumentations en débat.

Dans ce cadre, l'université n'est pas un lieu comme un autre :

- Parce qu'elle est la seule institution à articuler recherche et formation, elle a la triple mission de produire le savoir, de le transmettre et d'en favoriser l'appropriation, et ce par les démarches mêmes qui fondent la constitution des savoirs qu'elle produit : expérimentation, réflexivité, argumentation, mise en débat. De ce point de vue, elle est un des lieux où s'élabore et s'expérimente la société de demain, en tant que société démocratique, émancipatrice, ouverte sur le monde et pleinement actrice de la transition écologique et sociale.
- Parce qu'elle est publique, elle a vocation à s'adresser et à être accessible à toutes et tous et ce, sans distinctions de moyens ou d'origine, avec des conditions d'études adéquates, équitables et dignes.

Or, pour que ces missions puissent être menées à bien, certaines conditions nécessaires sont actuellement fortement menacées.

L'une de ces conditions est **la liberté académique** et **l'autonomie de l'université** vis-à-vis de tout pouvoir. Or, l'université, à la fois pour la recherche et la formation, fait aujourd'hui l'objet d'attaques d'une ampleur inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. L'offensive est particulièrement alarmante aux États-Unis, où les institutions de recherche, les agences de régulation, les droits civiques et les fondements mêmes de la démocratie sont mis à mal par l'administration Trump et le « Département de l'efficacité gouvernementale » (DOGE) d'Elon Musk.
Mais elle doit aussi alarmer en Europe et même en France, où des menaces semblables sont de plus en plus apparentes : intimidations diverses d'enseignant·es-chercheur·es dans le cadre de leur métier, précarisation des personnels et des étudiant·es, menaces de concentrer les moyens sur quelques universités et laboratoires de prestige, avalanche d'évaluation défavorables rendues par le HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ; autorité publique indépendante française chargée de l'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche publique) concernant les diplômes de licence et de master de la vague E, renforcement d'une logique d'appel à projets aux thématiques de plus en plus imposées, etc.

L’autre condition est celle **des moyens et du nombre suffisant de postes de titulaires alloués aux universités**, parce que des moyens suffisants et équitablement distribués sont une des garanties d’une part de l’autonomie de la recherche, et d’autre part de la qualité des formations dispensées. Or, les universités françaises sont dans une situation de paupérisation croissante, qui devient désormais intenable notamment du fait des arbitrages budgétaires effectués récemment par l’État : avec une nouvelle coupe budgétaire de presqu’un milliard d’euros sur le périmètre de la Mission Interministérielle de l’ESR, une réduction de 77 M€ sur la vie étudiante et de près de 650 M€ sur différents programmes de recherche, ajouté au maintien de la non compensation d’un certain nombre de mesures salariales, il manque aujourd’hui au moins 8 milliards d’euros à l’ESR public pour remplir ses missions. A ce jour, 80 % des universités rencontrent des difficultés financières avérées.
Ce désengagement de l’État dans le financement de l’enseignement supérieur et de la recherche s'accumule depuis des années, ce qui a des conséquences lourdes et très concrètes sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels, sur les conditions d’études des étudiant·es et sur le renforcement des iniquités sociales dans l’accès à un enseignement supérieur de qualité.

Toutefois, il ne faut pas nous résoudre au fatalisme : personnels de l’université et de la recherche, toutes catégories confondues, étudiantes et étudiants, nous nous devons de continuer à nous mobiliser pour obtenir les moyens dont nous avons besoin pour disposer d'un service public de qualité, pour défendre les formations et la recherche dans leur diversité, pour défendre leur régime spécifique et fondamental de véridiction. Un fait scientifique n’est pas une opinion personnelle ou politique, mais repose sur des démarches et des régimes d’argumentation et de validation divers mais spécifiques. En écho à la journée *Stand-up for science* initiée aux États-Unis, lire ce texte est un moyen de vous informer ; en discuter avec vous doit nous permettre de trouver des voies pour agir ensemble, collectivement, au service de ce bien commun – pilier d’une société démocratique – qu’est l’Université.